



Rencontre avec Cochav Elkayam-Levy Mercredi 31 janvier 2024

Vous rencontrez ce mercredi 31 janvier **Cochav Elkayam-Levy**, Présidente de la Commission civile israélienne sur les crimes commis le 7 octobre par le Hamas contre les femmes et les enfants. Elle sera accompagnée de **Merav Israeli-Amarant**, Directrice de la Commission civile, ainsi que de **Robert Ejnes**, Directeur exécutif du CRIF.

1) Biographie de Cochav Elkayam-Levy

Cochav Elkayam-Levy est professeure de droit international, droits de l'Homme et études sur le genre. Elle enseigne notamment à l'Université Hébraïque de Jérusalem et à l'Université Reichman.



Elle est l'auteure principale du **Rapport national sur l'intégration du genre en temps de crise**, adopté par une décision historique du gouvernement en juin 2022.

Cochav Elkayam-Levy a récemment co-écrit une **analyse dénonçant les impacts de la réforme judiciaire israélienne sur la vie des femmes en Israël.**

Suite aux massacres du 7 octobre 2023 en Israël, et aux nombreuses violences sexuelles perpétrées sur des civils, **une Commission civile s'est constituée et mène depuis un vaste de travail de collecte d'informations, de sensibilisation et d'alerte** auprès des organisations engagées pour les droits de l'Homme, les droits des femmes, et contre les violences sexistes et sexuelles.

Cochav Elkayam-Levy a initié et préside cette Commission et a entamé une large campagne de sensibilisation à travers le monde. Cochav Elkayam-Levy a notamment prononcé le 31 octobre dernier un discours devant la Commission des Nations Unies pour l'élimination des discriminations envers les femmes.

Dans le cadre de sa visite à Paris cette semaine, elle a déjà rencontré Elisabeth Moreno, Isabelle Rome et Laurence Rossignol.

2) Éléments de contexte

- Selon un décompte de l'AFP à partir de données officielles, **plus de 1 140 personnes (dont 42 Français) ont été tuées par le Hamas depuis le 7 octobre. Et sur les 250 otages emmenés par le Hamas dans la bande de Gaza le jour de l'attaque, environ 135 sont toujours retenus par l'organisation terroriste.**
- Les travaux de Cochav Elkayam-Lévy documentent un ensemble de crimes contre les femmes et les enfants : **des victimes brûlées vivantes, parfois après avoir été violées, des mutilations**

d'organes génitaux, des actes de torture et des traitements dégradants et inhumains, notamment contre les familles. Plusieurs vidéos montrent ainsi des parents tués devant leurs enfants

- La Commission rassemble **des milliers de photos et vidéos**, dont la grande partie n'a pas été rendue publique par respect pour les victimes.
- Cochav Elkayam-Lévy a envoyé le 19 octobre un rapport, réalisé avec 180 experts reconnus, à toutes les agences onusiennes concernées par les atrocités perpétrées par le Hamas contre les femmes et les enfants : **ONU Femmes, le Rapporteur spécial contre les violences faites aux femmes et le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)**.
- Elle dénonce une **absence complète de réponses de ces institutions à ce rapport, qu'elle décrit comme un déni de toutes ces violences** et comme une trahison à l'égard des générations futures.
- Son message principal : « La justice commence par la reconnaissance des faits. L'important est de s'assurer que ces crimes ne se reproduisent pas et ne soient pas oubliés. **Je ne représente pas le gouvernement, je représente les victimes** ».
- Cochav Elkayam-Lévy s'est exprimée la semaine dernière à la Knesset sur la **situation des femmes toujours otages à Gaza, et de leurs conditions de détention**. Les auditions d'anciens captifs, mais aussi les témoignages de professionnels de santé qui s'en sont occupés, ont permis de **mettre en évidence des actes de violences et des sévices sexuels qui continuent à se produire**.
- **Sur les dernières actualités du conflit :**
 - **Les tractations se poursuivent** en coulisses – sous l'égide du Qatar, de l'Égypte et des États-Unis – **en vue d'une trêve plus longue** que celle de novembre. Selon le *New York Times*, le projet d'accord impliquerait une trêve de deux mois et la libération de tous les otages contre des prisonniers palestiniens détenus en Israël.
 - Dans le territoire assiégé et dévasté, **l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA)**, qui fournit une aide vitale aux civils, est en difficulté après des accusations israéliennes sur **l'implication présumée de douze de ses employés dans l'attaque menée le 7 octobre par le Hamas contre Israël**.
 - L'Union européenne a demandé à l'UNRWA « d'accepter qu'un audit soit mené par des experts indépendants, choisis par la Commission européenne ». **Douze pays (États-Unis, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Italie, Royaume-Uni, Finlande, Pays-Bas, Allemagne, Japon, Autriche, Roumanie) ont suspendu leur financement à l'agence**, malgré l'appel du patron de l'ONU, Antonio Guterres, à garantir la poursuite de ses opérations.
 - Le secrétaire d'État américain Antony Blinken a évoqué lundi un « **réel espoir** » d'une **éventuelle prochaine libération des otages** retenus par le Hamas dans la bande de Gaza depuis l'attaque contre Israël le 7 octobre.